

Pouvoir adjudicateur :
École Nationale Supérieure Maritime
10, quai Frissard
76600 Le Havre
SIRET : 130 013 097 00071
Mail : marches.publics@supmaritime.fr

Cahier des clauses particulières

Marché d'acquisition et de livraison d'un treuil d'amarrage électrique pour le site de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime de Marseille

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE LIVRAISON	5
ARTICLE 7 – DELAI DE LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU TREUIL	6
ARTICLE 8 – CARACTERISTIQUES GENERALES MINIMALES DU MATERIEL.....	6
ARTICLE 9 – PROTECTION DU MATERIEL	6
ARTICLE 10 – INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU MATERIEL	7
ARTICLE 11 – DOCUMENTATION DU MATERIEL A FOURNIR.....	7
ARTICLE 12 – GARANTIE	7
ARTICLE 13 – DEVOIR DE CONSEIL.....	7
ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION	8
ARTICLE 15 – PRIX – ACTUALISATION.....	8
ARTICLE 16 – MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 17 – DELAIS DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE 18 – INTERETS MORATOIRES	10
ARTICLE 19 – AVANCE.....	10
ARTICLE 20 – DISPOSITIONS GENERALES SUR LES PENALITES.....	11
ARTICLE 21 – PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI DE LIVRAISON	11
ARTICLE 22 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS DE GARANTIE	11
ARTICLE 23 – PIECES A FOURNIR PENDANT LA DUREE DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 24 – RESILIATION	11
ARTICLE 25 – LITIGES	12
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	12

PREAMBULE ET CONTEXTE DU MARCHE

Présentation de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM)

L'ENSM est un établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et professionnel placé sous la tutelle du ministre chargé de la mer, constitué sous la forme d'un grand établissement. Elle a été créée en 2010 par la fusion des 4 écoles nationales de la marine marchande.

L'ENSM, dont le siège est situé au Havre, est aujourd'hui implantée sur 4 sites : Le Havre, Saint-Malo, Nantes et Marseille. Le site de Saint-Malo dispose d'un centre de formation, le CEMAFOR. Certaines formations prévues à l'accord-cadre sont organisées par le CEMAFOR.

L'ENSM a pour mission principale de dispenser des formations supérieures scientifiques, techniques et générales, d'officiers de la marine marchande et d'ingénieurs, dans les domaines des activités du secteur de l'économie maritime et portuaire, de la navigation maritime et fluviale, des transports, de l'industrie, des pêches maritimes et des cultures marines, de l'environnement et du développement durable.

L'ENSM dispense des formations au niveau opérationnel et au niveau de direction. Elle forme ainsi des officiers pont, des officiers machine et des ingénieurs, officiers polyvalents ayant des compétences dans les deux domaines. Depuis 2016, l'ENSM propose également une formation d'ingénieur en génie maritime.

Les cursus de formation proposés par l'ENSM s'organisent en filières autour de trois grands domaines que sont la formation initiale, la formation professionnelle et la formation continue.

S'agissant des filières de formation initiale, le recrutement se fait principalement par sélection post-baccalauréat.

Les 4 formations initiales qui sont dispensées, sont les suivantes :

- OCMI : Officier Chef Mécanicien Illimité
- OCQPI : Officier Chef de quart Passerelle International
- ING GM : Ingénieur Génie Maritime
- ING NAV : Ingénieur Navigant

En 2024, l'ENSM a accueilli 1 052 élèves en formation initiale.

La formation professionnelle et la formation continue jouent un rôle important tout au long de la carrière des officiers de la marine marchande afin, d'une part, de leur permettre de justifier du maintien de leurs compétences et, d'autre part, d'être en mesure de progresser professionnellement.

En 2024, l'ENSM a organisé environ 350 sessions de stages pour 3 114 stagiaires.

Perspectives 2026 et années ultérieures

L'ENSM poursuit la mise en œuvre des décisions issues du Fontenoy du maritime et du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2023-2027, à savoir le doublement du nombre d'officiers formés entre 2021 et 2027, afin de répondre aux besoins croissants du secteur.

Contexte du marché

Dans le cadre de ses missions et dans un contexte de recrudescence d'accidents sur les aires de manœuvres et du besoin d'enseigner les principes de sécurité en plage de manœuvre, l'ENSM souhaite faire l'acquisition d'un treuil d'amarrage électrique.

Ce treuil d'amarrage électrique servira à équiper la plage de manœuvre en construction par le lycée professionnel Jean Perrin (Marseille 10ème). La plateforme sera positionnée dans la cour entre le bâtiment « G » et « H » (plan figurant en dernière page du présent CCP).

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

L'ENSM lance donc une consultation pour les prestations suivantes :

Acquisition, livraison, installation et mise en service d'un treuil d'amarrage électrique.

Les caractéristiques attendues du matériel sont définies dans le présent CCP.

Le présent marché prévoit également une période de garantie de 2 ans du matériel acquis.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

Le marché est passé selon une procédure adaptée, conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire, conformément aux dispositions de l'article R.2112-6 2° du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti pour les motifs suivants :

- Il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes car les prestations objets du marché sont indissociables ;

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique complété ;
- Les actes modificatifs éventuels ultérieurs.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces

prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les documents remis par le titulaire, contraire aux dispositions des pièces particulières du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification. Il s'arrête à la fin de la période de garantie (2 ans à compter de la vérification de service régulier sans réserve).

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire du marché s'engage à réaliser des prestations conformes aux stipulations du marché, ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables en vigueur à la date de remise de l'offre.

Le titulaire devra désigner un interlocuteur unique afin de faciliter les échanges avec l'ENSM. A la notification du marché, le titulaire informera du nom et du prénom de l'interlocuteur, son poste et ses coordonnées à l'ENSM. En cas de changement d'interlocuteur pendant la durée du marché, le titulaire en informera l'ENSM et communiquera le même niveau d'informations pour le nouvel interlocuteur désigné.

ARTICLE 6 – MODALITES DE LIVRAISON

Le titulaire a la charge du transport et de l'acheminement du matériel dont les frais de douanes.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de la livraison en favorisant les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Le matériel livré par le titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison comportant notamment :

- La date de livraison ;
- La référence à la commande et au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification du matériel livré.

La livraison du matériel est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

Les dispositions relatives au stockage, emballage, transport et gestion des déchets de l'article 20 du CCAG-FCS sont applicables. Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport et les risques afférents à ce dernier jusqu'au lieu de livraison sont à la charge du titulaire. Celui-ci doit s'assurer que le matériel soit protégé des éventuels problèmes liés au transport.

Le matériel sera livrable pendant les jours ouvrés à l'adresse suivante :

Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM)
39 avenue du Corail 13008 MARSEILLE

Horaires d'ouverture des locaux : du lundi au vendredi de 07h00 à 14h00

Fermeture des locaux pendant les périodes de vacances scolaires et les jours fériés

Le titulaire devra prendre contact avec l'ENSM et convenir des modalités de livraison au minimum 7 jours calendaires avant la date prévue de livraison.

⚠ Le treuil est posé sur la plateforme dédiée positionnée dans la cour entre le bâtiment « G » et « H ». Elle est à 60/80 cm du sol ; le treuil devra être levé pour être positionné sur la plateforme. Le véhicule utilisé pour la livraison est d'une largeur maximale de 2,20 mètres et d'une hauteur maximale de 2,50 mètres.

ARTICLE 7 – DELAI DE LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU TREUIL

Un délai de livraison, installation et mise en service du treuil maximum de 6 mois est prévu à compter de la notification du marché. Ce délai devra être organisé avec l'ENSM en fonction de la réalisation de la plateforme (hors objet du présent marché).

Toutefois, le candidat peut proposer un délai de livraison plus favorable dans son cadre de réponse technique.

Le titulaire devra alors impérativement respecter le délai de livraison sur lequel il s'est engagé, sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 21 du présent CCP.

Le délai de mise en service court à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 8 – CARACTERISTIQUES GENERALES MINIMALES DU MATERIEL

Le matériel livré devra être neuf et de fabrication irréprochable, conformément à la qualité annoncée par le titulaire dans ses documents techniques.

Le matériel devra avoir toutes les sécurités et normes obligatoires à la date de notification du présent marché. Il doit en outre être conforme aux directives européennes en matière de santé et de sécurité du travail.

Le treuil d'amarrage devra impérativement disposer des caractéristiques minimales suivantes :

- Un tambour de capacité 2x50m d'aussière diam.30mm avec joue intermédiaire ouverte (fut 324mm, joue de 550 mm, entrejoue de 550mm) ;
- Une poupée dim.250 ;
- Freins à bande et clabot manuels ;
- Un réducteur central ;
- Moteur électrique de 7.5 kW 400V 50Hz, avec frein à manque de tension ;
- Traction nominale de 1500 daN au fut ;
- Traction maximale de 2950 daN au fut ;
- Vitesse de 15m/min au fut ;
- Un coffret de commande locale F/V et ARU installé sur le treuil ;
- Un coffret de démarrage du moteur et un bouton d'arrêt d'urgence à monter sur un pupitre instructeur.

Le montage du treuil, les pleins d'huile des carters et des réservoirs hydrauliques sont à charge du titulaire. Le câblage électrique et la visserie de fixation sont à charge de l'ENSM.

ARTICLE 9 – PROTECTION DU MATERIEL

Afin de protéger le treuil d'amarrage qui sera installé en extérieur, il est exigé le traitement de sablage et peinture ci-dessous :

- Sablage : SA 2,5 ;

- Métallisation : 100 Mu ;
- Une couche de primaire Epoxy 50 Mu ;
- Deux couches de finition polyuréthane (RAL à définir) : 2 X 50 Mu.

ARTICLE 10 – INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU MATERIEL

L'installation et la mise en service du matériel seront assurées sur site par un ou des technicien(s) dépêché(s) par le titulaire. L'installation comprend la mise en place du treuil, sa fixation à la plateforme et son alimentation électrique à partir du TGBT le plus proche supportant la charge. Une visite sur site est obligatoire avant la remise de l'offre. **Le titulaire est donc réputé avoir pris connaissance des contraintes liées notamment au raccordement électrique.**

Les frais de voyages et d'hébergement du ou des techniciens seront inclus dans le prix du marché. Un planning prévisionnel d'installation sera communiqué par le titulaire à la signature du marché.

Les travaux d'installation devront être réalisés pendant les horaires d'ouverture du site soit de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi (fermeture du site pendant les périodes de vacances scolaires et les jours fériés).

Le titulaire se rapprochera du service administration pour établir le plan de prévention, fournir les documents nécessaires à l'accès des équipes sur le site et les modalités liées à l'installation.

A compter de la livraison et de l'installation du matériel, les délais maximums sont les suivants :

- Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) : 2 semaines après la livraison du matériel ;
- Vérification en service régulier (VSR) : au plus tard 12 semaines après la VABF.

ARTICLE 11 – DOCUMENTATION DU MATERIEL A FOURNIR

Le titulaire devra fournir à la livraison du matériel les documents originaux suivants :

- Le manuel instructeur ;
- Les plans et les cotations à fournir au prestataire en charge de la construction de la plateforme ;
- Protocole des opérations de base de maintenance et calendrier des maintenances préventives ;
- Le plan d'implantation du câblage électrique et le listing de la visserie nécessaire à la fixation du treuil sur la plateforme.

ARTICLE 12 – GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, l'ensemble du matériel fourni bénéficie d'une garantie de conformité d'une durée de deux ans, pièces et main d'œuvre (y compris les déplacements sur site de l'ENSM) comprises, à compter de la vérification en service régulier sans réserve (VSR).

ARTICLE 13 – DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire a envers l'acheteur un devoir de conseil et une obligation de renseignement. Ce devoir de conseil ne porte pas uniquement sur les aspects techniques. Le titulaire doit notamment informer l'ENSM de l'ensemble des contraintes (administratives, réglementaires, etc) inhérentes à l'opération envisagée, de porter à la connaissance de l'ENSM toutes informations utiles relevant de sa

compétence et de l'alerter sur les conséquences et/ou risques associés à ses choix.

ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION

Le titulaire demeure responsable de la qualité et de l'intégralité du matériel jusqu'à sa livraison.

L'ENSM procède à tous les contrôles quantitatifs, qualitatifs, examens et essais qu'elle juge utiles pour s'assurer que le matériel livré répond aux spécifications techniques du marché.

La vérification qualitative a pour but de contrôler la conformité technique du matériel présenté par rapport aux exigences stipulées et à la documentation technique du titulaire.

Les opérations de vérification ne pourront être effectuées qu'après la livraison complète de la fourniture.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le délai imparti à l'ENSM pour procéder aux opérations de vérification et notifier les décisions afférentes est fixé à trente jours à compter de la livraison. Le silence gardé par l'ENSM au-delà du délai mentionné ci-dessus équivaut à une décision d'admission du matériel.

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, le transfert de propriété du matériel prend effet à la date de la décision d'admission.

ARTICLE 15 – PRIX – ACTUALISATION

Les offres doivent être formulées obligatoirement en euros.

Le taux de TVA est celui applicable en France métropolitaine.

Le marché est fondé sur des prix forfaitaires.

Les prix sont fermes actualisables dans les conditions suivantes :

Si la notification du marché intervient plus de 3 mois après la date limite de remise des offres finales, le prix forfaitaire est actualisé selon la formule suivante :

$$P \text{ actualisé} = P_o \times (I_n / I_o)$$

Dans laquelle,

- P_o est le prix initial de l'offre finale
- I_o est l'indice de référence disponible au mois précédant le mois de remise des offres finale
- I_n est l'indice de référence disponible au mois précédant le mois de notification du marché

L'indice de référence est l'indice des prix à la production de l'industrie française pour le marché français – A38 CJ, CPF 27 – Equipements électriques, publié par l'INSEE (identifiant 010764342).

Le prix actualisé reste ferme pendant la durée d'exécution de la prestation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

En cas de promotions exceptionnelles, le titulaire s'engage à transmettre à l'ENSM l'offre promotionnelle et à appliquer le tarif le plus avantageux.

ARTICLE 16 – MODALITES DE REGLEMENT

La prestation fait l'objet d'acomptes selon la périodicité suivante :

- 40% du coût total à la livraison du treuil, sur la base du PV de réception
- 30% du coût total à la notification de la VABF
- 30% du coût total à la notification de la VSR sans réserve

Après admission des prestations et constat du « service fait », la facture est adressée par le titulaire. Elle doit mentionner à minima les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le nom ou la référence du présent marché ;
- Le numéro du bon de commande (numéro d'EJ) concerné par la facture ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations ;
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les références du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- La date d'établissement de la facture ;
- Le numéro SIREN ou SIRET du titulaire.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

La transmission des factures se fait par voie dématérialisée via le site de facturation officiel : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

En cas de sous-traitance, la facture indique les prestations exécutées par le sous-traitant (montant HT et montant TTC). Le paiement direct pour le sous-traitant est obligatoire dès que le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC.

En cas de groupement conjoint, la facture indique le montant des prestations exécutées par chaque membre. Le paiement se fera soit sur le compte unique transmis par le mandataire du groupement, soit sur le compte de chaque membre du groupement. En cas de groupement solidaire, le paiement se fera sur le compte du mandataire du groupement.

ARTICLE 17 – DELAIS DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique par virement avec mandatement.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de l'ENSM.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

ARTICLE 18 – INTERETS MORATOIRES

Le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire, calculés conformément aux dispositions des articles L2192-10 et suivants du Code de la commande publique. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement.

Le taux applicable est celui fixé par la réglementation en vigueur au moment de la réception de la facture par l'ENSM. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 19 – AVANCE

19.1 Montant

Une avance équivalente à 20 % du montant total hors taxes de la prestation est prévue. L'avance est versée toutes taxes comprises, selon le taux de TVA applicable au marché.

A défaut de s'être prononcé formellement en faveur de l'avance dans l'acte d'engagement, le titulaire est considéré comme y renonçant.

19.2 Remboursement

L'avance est intégralement résorbée lors du paiement du solde de la prestation.

19.3 Garanties

Afin de garantir le remboursement de l'avance, une retenue de garantie correspondant à 5% du montant du marché TTC est prévue. Elle est prélevée sur les acomptes. Elle est restituée à l'issue du remboursement intégral de l'avance.

Le titulaire peut substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. Elle correspond à 5 % du montant du marché TTC. Elle est restituée à l'issue du remboursement intégral de l'avance.

La garantie doit être émise par un établissement habilité à exercer en France et répertorié dans le REGAFI. Toute garantie émise par un organisme non habilité est irrecevable.

La garantie est strictement conforme aux modèles réglementaires de l'arrêté du 22 mars 2019 et mentionne les éléments obligatoires (identification du marché, montant, durée...).

Le titulaire transmet à l'acheteur l'original de la garantie. Elle reste valable jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement et la levée des réserves. Tout avenant modifiant le montant du marché impose un ajustement de la garantie.

En cas de non-conformité ou de défaillance du garant, le titulaire doit fournir une garantie de remplacement sous 10 jours.

À l'expiration des garanties, l'acheteur adresse une mainlevée formelle au garant.

ARTICLE 20 – DISPOSITIONS GENERALES SUR LES PENALITES

Les pénalités sont appliquées après mise en demeure. Elles sont retenues par précompte des sommes dues au titulaire. Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle, le cas échéant, à la mise en œuvre de la résiliation du marché. Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 21 – PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI DE LIVRAISON

Le titulaire est appelé à respecter le délai de livraison sur lequel il s'est engagé sous peine d'application des pénalités de retard et à l'exécution de la fourniture ou du service aux frais et risque du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes peuvent être appliquées.

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Où :

- P = montant des pénalités ;
- R = nombre de jours de retard ;
- V = valeur de la fourniture HT sur laquelle est calculée la pénalité.

Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater.

ARTICLE 22 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS DE GARANTIE

En cas de non-respect des conditions de garantie sur lesquelles le titulaire s'est engagé, il encourt une pénalité de retard de 300 € par jour de retard ou par manquement constaté.

Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater.

ARTICLE 23 – PIECES A FOURNIR PENDANT LA DUREE DU MARCHE

Pour les candidats établis en France, il sera exigé tous les six mois et ceci pendant toute la durée du marché, les documents mentionnés à l'article D8222-5 du Code du travail.

Pour les candidats étrangers, il sera exigé les documents mentionnés à l'article D8222-7 du Code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, l'ENSM pourra résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse selon le délai fixé et le cas échéant avec exécution des prestations aux frais et risques.

ARTICLE 24 – RESILIATION

Les modalités de résiliation définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché.

En cas de liquidation ou de redressement judiciaire, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'ENSM par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. L'ENSM adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 25 – LITIGES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

En cas de différend, les parties privilégieront un règlement amiable en sollicitant les services de la Médiation des entreprises.

En cas d'échec de la médiation, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Rouen :

- Téléphone : 02 35 58 35 00
- Fax : 02 35 58 35 03
- Mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr
- Télécours citoyen pour une introduction sans avocat : <https://citoyens.telerecours.fr/#/authentication>

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les stipulations du présent CCP demeurent applicables dans le cadre du marché.

Le présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Article du CCP	Nature de la dérogation	Article du CCAG-FCS
3	Ordre de priorité des pièces contractuelles	4.1
13	Durée de garantie	33.1
22	Application des pénalités	14
23	Formule de calcul des pénalités	14.1

ANNEXE

